

### Annexe III

#### Liste des Lettres d'Appel du Rapporteur Spécial sur les Défenseurs des Droits de l'homme et Point Focal sur les Représailles en Afrique

État	Date de la Lettre	Émission de Lettre d'Appel Urgent	Réponse de l'État partie
1. Guinée	27 novembre 2019	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant la détention arbitraire de sept membres du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC) et la condamnation de MM. Abdourahamane Sanoh, Ibrahima Diallo, Sékou Koundouno, Mamadou Baïlo Barry et Alpha Soumah.	Le 5 décembre 2019, la Guinée a transmis une réponse à la Commission.
2. Algérie	29 novembre 2019	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Abdelkader Bensalah, ancien Chef de l'Etat par Intérim de la République Algérienne Démocratique et Populaire : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant l'arrestation arbitraire de M. Abdelouahab Fersaoui et de plusieurs membres du RAJ.	Le 3 janvier 2020, le Gouvernement algérien a transmis une réponse à la Commission.
3. Mozambique	2 décembre 2019	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Filipe Nyusi, Président de la République du Mozambique : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, en réponse à l'assassinat du militant Dr. Anastácio Matavel et aux restrictions de l'espace civique durant la période pré-électorale.	L'État n'a pas encore répondu.
4. Egypte	19 décembre 2019	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Abdel fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Egypte : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les représailles contre un groupe d'avocats en raison de leur implication dans la défense des droits	L'État n'a pas encore répondu.

		de l'Homme en Égypte.	
5. Algérie	17 janvier 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, en réponse à l'arrestation arbitraire et la détention préventive de M. Halim Feddal.	L'État n'a pas encore Répondu.
6. République Démocratique du Congo	17 janvier 2020	Lettre conjointe d'Appel Urgent à S.E. M. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo : en tant que Commissaire en charge de la situation des droits de l'Homme en République Démocratique du Congo, Présidente du groupe de travail sur les droits économiques, sociaux et culturels en Afrique et Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant la situation de crise qui prévalait au sein de l'Université de Kinshasa depuis le 6 janvier 2020.	L'État n'a pas encore répondu.
7. Mauritanie	21 janvier 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République Islamique de Mauritanie : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les poursuites judiciaires à l'encontre de Mme Seniya Haidar Yarahallah ;	L'État n'a pas encore Répondu.
8. Tanzanie	22 janvier 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. John Magufuli, Président de la République Unie de Tanzanie : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant l'arrestation et la détention du défenseur des droits de l'Homme M. Tito Elia Magoti.	L'État n'a pas encore répondu.

9. Égypte	23 janvier 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Abdel fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Égypte : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant la détention arbitraire du chercheur à la Commission Egyptienne des Droits et Libertés, M. Ibrahim Ezz El-Din.	L'État n'a pas encore Répondu.
10. Égypte	23 janvier 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Abdel fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Égypte : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les mauvais traitements et la négligence médicale à l'encontre de la Défenseure des droits de l'homme Mme Aicha Al-Chater.	L'État a transmis une réponse à la Commission le 6 août 2020.
11. Cameroun	11 février 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Paul Biya, Président de la République du Cameroun : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant l'incendie au siège du Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale « REDHAC ».	L'État n'a pas encore répondu.
12. Ouganda	14 février 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République d'Ouganda : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant l'effraction et le cambriolage des bureaux de TRIUMPH Ouganda.	L'État n'a pas encore répondu.
13. Nigeria	14 février 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Muhammadu Buhari, Président de la République Fédérale du Nigeria : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant le harcèlement policier et les attaques contre le défenseur des droits de l'Homme Deji Adeyanju.	L'État n'a pas encore répondu.

14. Tunisie	9 mars 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Kaïs Saïed, Président de la République tunisienne : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les menaces de mort et la campagne de dénigrement contre la défenseure des droits humains Rania Amdouni.	L'État n'a pas encore répondu.
15. Togo	30 mai 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Faure Essozimna Gnassingbé Eyadéma, Président de la République du Togo : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les menaces à l'encontre de la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH).	L'État a transmis une réponse à la Commission datée du 16 juillet 2020.
16. Burundi	30 mai 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant le harcèlement judiciaire à l'encontre de douze Défenseurs des droits de l'homme burundais en exil.	L'État n'a pas encore répondu.
17. Égypte	30 mai 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Abdel Fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Egypte : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les menaces et le harcèlement contre les membres de la famille du Défenseur des droits humains M. Ahmed Saïd.	L'État n'a pas encore répondu.
18. Égypte	30 mai 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Abdel Fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Egypte : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant l'arrestation et les mauvais traitements subis par le défenseur des droits humains Patrick George Zaki.	L'État n'a pas encore répondu.

19. Égypte	30 mai 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Abdel Fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Égypte : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant la détention provisoire prolongée du défenseur des droits de l'Homme M. Ibrahim Metwally Hegazy.	L'État n'a pas encore répondu.
20. Égypte	30 mai 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Abdel Fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Égypte : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant la détention du Défenseur des droits de l'Homme Ramy Kamel.	L'État a transmis une réponse à la Commission le 9 septembre 2020.
21. Tunisie	30 mai 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Kaïs Saïed, Président de la République tunisienne : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant l'intensification de l'intimidation et de la surveillance contre le Défenseur des droits de l'homme M. Badr Baabou.	L'État n'a pas encore répondu.
22. Ouganda	1 juin 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République d'Ouganda: en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les expulsions forcées, les arrestations arbitraires, le harcèlement judiciaire, les attaques violentes et les actes d'intimidation contre des Défenseurs ougandais du droit à la propriété.	L'État n'a pas encore répondu.
23. Ouganda	1 juin 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République d'Ouganda: en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les intimidations et actes menaçants contre MM. Jelousy Mugisha et Fred Mwesigwa.	L'État n'a pas encore répondu.

24. Zimbabwe	17 juillet 2020	Lettre conjointe d'Appel Urgent à S.E. M. Emmerson Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe : en tant que Commissaire en charge de la situation des droits de l'Homme en République du Zimbabwe, Président du comité pour la prévention de la torture en Afrique, Rapporteuse spéciale sur les prisons, les conditions des détention et l'action policière en Afrique, Rapporteuse spéciale sur les droits de la femme en Afrique et Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant la situation des droits de l'Homme en République du Zimbabwe.	L'État n'a pas encore répondu.
25. République démocratique du Congo	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant le meurtre du Défenseur des droits humains Frédéric-Marcus Kambale lors d'une manifestation pacifique.	L'État n'a pas encore répondu.
26. Mauritanie	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République Islamique de Mauritanie : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant l'arrestation de quatorze Défenseurs des droits de l'homme.	L'État n'a pas encore répondu.
27. Tchad	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Idriss Déby Itno, Président de la République du Tchad : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les craintes pour la sécurité du Défenseur des droits humains Dingamnayal Versinis.	L'État n'a pas encore répondu.
28. Tunisie	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Kaïs Saïed, Président de la République tunisienne : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point	L'État n'a pas encore répondu.

		focal sur les représailles en Afrique, concernant l'agression violente contre la défenseure des droits de l'Homme Transgenre Fritta par la Police.	
29. Tunisie	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Kaïs Saïed, Président de la République tunisienne : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant Campagne de diffamation contre la défenseure des droits humains Mme Fatma Moatemri.	L'État n'a pas encore répondu.
30. Cameroun	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Paul Biya, Président de la République du Cameroun : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, en réponse aux attaques continues contre le Défenseur des droits humains Elvis Brown Luma Mukuna.	L'État n'a pas encore répondu.
31. Cameroun	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Paul Biya, Président de la République du Cameroun : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, en réponse à la disparition forcée et aux allégations de torture et de meurtre de Samuel AJIEKAH ABUWE, connu sous le pseudonyme de Samuel WAZIZI.	L'État n'a pas encore répondu.
32. Guinée	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les arrestations arbitraires, le harcèlement judiciaire et les actes d'intimidation contre les défenseurs des droits de l'homme et membres du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC).	L'État a transmis une réponse à la Commission le 2 septembre 2020.
33. Algérie	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et	L'État a transmis une réponse à la Commission le 24 septembre 2020.

		point focal sur les représailles en Afrique, en réponse à l'acharnement judiciaire contre le défenseur des droits de l'homme Anouar Rahmani.	
34. Côte d'Ivoire	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Alassane Dramane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, en réponse à la condamnation du Défenseur des droits humains M. Konan Yao Hubert à cinq ans de prison.	L'État n'a pas encore répondu.
35. Côte d'Ivoire	4 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Alassane Dramane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant le cambriolage du bureau de l'Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH).	L'État n'a pas encore répondu.
36. Togo	6 août 2020	Lettre d'Appel Urgent à S.E. M. Faure Essozimna Gnassingbé Eyadéma, Président de la République du Togo : en tant que Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et point focal sur les représailles en Afrique, concernant les inquiétudes sur les cas de violations des droits de l'homme liés aux mesures de riposte prises par le Gouvernement pour lutter contre la COVID-19.	L'État n'a pas encore répondu.